



Contribution - Robert Chapuis

● **Le PSU dans le mouvement révolutionnaire**

S'il suffit, pour être révolutionnaire, de se dire anti-réformiste, les révolutionnaires ne manquent pas dans le parti et au-delà. Quand on regarde les ruptures réelles, les batailles menées, les stratégies suivies, les choses sont moins simples. Le mouvement révolutionnaire qui se développe aujourd'hui parmi les jeunes et les travailleurs reste incertain de lui-même, divisé sur les méthodes et les objectifs, dans une sorte d'enfance. On ne peut s'en étonner et il faut reconnaître au contraire le chemin parcouru. Naguère dans notre société l'opposition essentielle semblait se faire entre l'archaïsme des institutions et le modernisme du développement économique et social. En obtenant la réforme des institutions sur une base de gauche il semblait possible de renforcer le poids des travailleurs et d'orienter le développement dans le sens de l'intérêt commun et non plus du profit d'une minorité. L'échec du Front Républicain de 1956 a éliminé cette perspective. C'est de Gaulle en 1958 qui a engagé la transformation des institutions, sur une base de droite. Un nouveau cadre politique est apparu, beaucoup plus cohérent avec le développement capitaliste, tellement cohérent même, qu'en renforçant le rôle de l'Etat, il a renforcé le pouvoir du capitalisme le plus dynamique et accentué les tensions sociales.

Le jeu politique a été bloqué et une dynamique sociale a été rendue possible. Mai 68 est l'image et la conséquence du mouvement social qui a commencé de se débloquent après le règlement de la question algérienne. Dès ce moment il est apparu en pleine lumière que le réformisme institutionnel ne pouvait conduire qu'à mieux adapter l'Etat aux besoins du grand capital et que le mouvement réel des travailleurs ne pouvait plus trouver son expression politique que sur une base révolutionnaire, c'est-à-dire dans la mise en cause radicale de la nature et des fondements du pouvoir d'Etat.

Certains camarades en sont restés à cette constatation : ils s'ingénient à tenter de faire revivre Mai 68, tantôt ici, tantôt ailleurs, en se

servant allègrement (y compris au nom même du marxisme !) des concepts pourtant bien flous de mouvement politique de masse ou de luttes populaires en appui aux luttes prolétariennes et réciproquement pour baptiser toutes les actions auxquelles on peut se rendre « présent ».

Les luttes montent, elles vont déborder, il suffit de les canaliser. Des camarades, engagés dans des luttes réelles, dans des batailles de plus en plus dures, se sont sentis concernés par une telle attitude : ils ont vu là une explication politique, un moyen de comprendre. Mais après ? Comment ne pas aboutir à chaque fois au même sentiment d'échec et d'impuissance, comme en juin 68 : alors on accuse les réformistes, le PC bien sûr, mais surtout la « direction », la bureaucratie, bref le Bureau National du PSU (pardon, le groupe Rocard I)

Nous avons failli nous laisser enfermer dans ce « populisme » qui répète la parole de Mai 68, mais lui enlève son sens, un populisme commode d'ailleurs parce qu'il permet dans la pratique le plus grand opportunisme, la plus grande adaptation aux circonstances. C'est cette impasse qui a été condamnée par le congrès de Lille. Il nous faut apprendre à vivre politiquement l'après Mai 68, tout en évitant de revenir à l'avant Mai ! Telle est la question centrale du mouvement révolutionnaire. Ou bien il y aura une réponse et la lutte des travailleurs prendra tout son sens politique, ou bien il n'y en aura pas et leur lutte restera enfermée dans le carcan du réformisme, donc réduite à disputer au capitalisme le simple moyen de survivre.

Cette réponse ne naîtra pas spontanément. Elle implique le développement des organisations révolutionnaires dont les militants inscrivent leur action dans les réalités et les luttes des travailleurs. Ce développement doit se faire dans la clarté : dans le secteur étudiant, le PSU est mort de n'avoir pas su comprendre qu'après la phase unitaire de Mai 68, venait inévitablement une phase de division : ou bien cette division se faisait

sur des orientations relativement claires, avec — inévitablement — une diversité organisationnelle, ou bien on tentait — par des compromis d'états-majors — de conserver une apparence unitaire pour tirer les marrons du feu au profit de sa propre organisation. C'est le deuxième choix qui a été fait pour l'UNEF : elle en est morte et le PSU a perdu tout point d'appui pour une action de masse quelconque en milieu étudiant. Le même danger guette aujourd'hui le PSU lui-même. Sous prétexte de sauver son unité, on veut le réduire à n'être que la confédération d'organisations parfaitement autonomes, baptisées tendances (comme à la FEN !) pour les besoins de la cause et qui réduisent le parti à n'être que l'expression de leur plus petit commun dénominateur. Cette paralysie ne serait pas grave, s'il ne s'agissait que de l'organisation elle-même. Elle est dramatique quand elle bloque tout le processus de politisation qui s'effectue dans des couches sociales déterminantes, quand elle prive les travailleurs en lutte des orientations stratégiques réfléchies et continues dont ils ont besoin. A quoi, à qui servirait alors un tel parti ? Les militants les plus engagés n'ont pas de temps à perdre dans les palabres qui permettraient d'élaborer une motion de compromis au bout d'une nuit de réunion. Tous les deux ans, passe encore ! Mais toutes les semaines ou tous les quinze jours, non ! L'extrême-gauche est en train de se recomposer : ceci ne va pas sans heurts et sans division. Mais cette étape, assumée de façon réaliste et responsable, peut permettre de mettre en oeuvre des pratiques réelles, de confronter sérieusement pratique et théorie, d'engager le débat stratégique non dans les conciles groupusculaires, mais dans un rapport étroit avec le mouvement réel des masses. Elle permettra ainsi de poser le problème du pouvoir, donc du parti révolutionnaire, non pas selon un « catéchisme », mais dans la situation historique. Le mouvement révolutionnaire arrive à l'heure de vérité. Le PSU doit pouvoir dire ce qu'il est et où il va, à l'intérieur du mouvement révolutionnaire.

Il a commencé à le faire et il est normal que des camarades ne se reconnaissent plus en lui ; il est normal qu'un certain nombre d'entre eux se reconnaissent plutôt en d'autres organisations : Gilles Martinet souhaitait appartenir à la FGDS, il va au PS, quoi de plus normal ? Certains camarades trotskystes (bien qu'assez néophytes en la matière) veulent aller à la Ligue Communiste ! Peut-être s'y sentiront-ils plus à l'aise. D'autres s'affirment maoïstes et veulent tenter de construire

un PCMLF mieux réussi sous le nom de la GR. Pourquoi les en empêcher ? La division de l'extrême-gauche est un fait. Il vaut mieux tenter de la vaincre par la clarté du débat et l'unité d'action que par la confusion dans une organisation qui se prêterait à l'œcuménisme et voudrait résoudre à chacune de ses réunions, la totalité des contradictions du mouvement révolutionnaire.

En affirmant davantage sa propre orientation, le PSU peut devenir une force-clé, non pour le plaisir d'imposer son sigle, mais en raison de sa situation politique, de sa composition sociale et de sa force militante. Ce PSU sera au service du développement d'une action révolutionnaire de masse, sans laquelle il est vain de parler de révolution, vain de vouloir vaincre les tentations réformistes. Mais bien sûr, cette perspective inquiète et les charognards se déchaînent. On en trouve au parti socialiste qui espèrent renforcer leur propre position avec la venue de militants PSU et la disparition de ce parti gêneur. On en trouve à la Ligue Communiste qui font le même calcul. Et voyez comme ils se rencontrent : par l'intermédiaire du « Monde », du « Nouvel Observateur » et autres bons informateurs. On en trouve aussi dans les rangs de la GR qui souhaitent ne plus laisser que des ruines derrière eux !

Peut-être cela fait-il partie du jeu politique ! Mais alors que penser de ceux qui crient « à la répression » dans le parti, qui disent tantôt « nous sommes tous la GR », tantôt « le parti doit retrouver son unité » ? Que penser de ceux pour qui l'ennemi principal est devenu le Bureau National, qui font feu de tout bois, coalisent tout ce qu'ils peuvent trouver et passent leur temps à envoyer des brûlots contre toute action, toute initiative du BN ? Qu'ils craignent de mettre l'incendie à tout le parti ! Les camarades de « l'opposition » actuelle doivent mesurer leurs responsabilités. Il nous faut ensemble faire face aux difficultés du parti, ensemble si possible les résoudre, à tous les niveaux, y compris national. C'est leur droit de critiquer l'activité de la direction actuelle, mais en se solidarisant avec ceux qui cherchent à quitter ou à briser le parti, ils risquent fort d'être jugés par les militants encore plus sévèrement que ceux qui nous quittent peut-être mais qui ont le courage d'agir comme ils le pensent et que nous retrouverons demain à l'intérieur du mouvement révolutionnaire.

Robert CHAPUIS.